

n° 775

Hebdomadaire - 6 mai 1982 - 7 F

D 775 GUATEMALA: REBONDISSEMENT EN FRANCE DE L'AFFAIRE PELLECCER

Après une publicité tapageuse quelques jours auparavant, le "Figaro-Magazine" du samedi 24 avril 1982 vient de publier la première partie d'un texte présenté comme étant un "dossier". Les pièces essentielles de ce texte: 1) l'éditorial de M. Louis Pauwels; 2) la présentation du journaliste qui a, dit-il, établi le "dossier"; 3) le document proprement dit, dont il est précisé qu'il est une "synthèse" des déclarations du Père Pelleccer; 4) la controverse qui a suivi les premières déclarations de celui-ci (n° du Figaro-Magazine du 30 avril 1982).

DIAL ayant été le premier et le seul à publier en français la version originale des déclarations de Luis Pelleccer du 30 septembre 1981 (cf. DIAL D 742, 743 et 744), il nous a semblé nécessaire d'offrir aux lecteurs de DIAL le texte ci-dessous, daté du 28 avril 1982. Il s'agit d'une étude critique portant sur les pages 32 à 43 du Figaro-Magazine du 24 avril 82, en référence aux déclarations du Père Pelleccer du 30 septembre 1981.

Il s'agit ici uniquement de comparer deux textes et d'ordonner les questions que soulève cette comparaison.

Pour clarifier le débat, né des premières déclarations et relancé par la publication française (dont des lecteurs disent être sortis "troublés") il importe de rappeler les données essentielles:

- 1) Le seul fait établi et hors de discussion, c'est l'aveu, par Luis Pelleccer lui-même, de son appartenance (à titre de collaborateur et non de permanent) à un groupe guatémaltèque de guérilla. Au regard de la loi actuellement en vigueur au Guatemala, c'est un délit pénal grave. En droit strict, un tel aveu, même sous forme extrajudiciaire, est suffisant pour établir la matérialité de la faute délictuelle;
- 2) La controverse, greffée sur ce fait et qui transforme le cas Pelleccer en affaire Pelleccer, naît d'une différence d'interprétation du lien existant entre le délit pénal et la formation de la personne en cause, formation résultant de deux facteurs complémentaires: une formation intellectuelle proprement dite et des perspectives d'action qualifiées, dans le cas présent, de choix pastoraux. Ainsi retrouve-t-on les deux axes des "accusations" portées par le Père Pelleccer contre l'Eglise post-conciliaire: la théologie de la libération, et l'action des jésuites dans la subversion.

Pour certains milieux d'Eglise (soutenus en cela par le gouvernement guatémaltèque à travers l'affaire Pelleccer), ce lien est réel: la théologie de la libération et la pastorale fondée sur le choix prioritaire des pauvres conduisent automatiquement à l'option pour la violence révolutionnaire de type guérilla. Pour les autres milieux d'Eglise, il y a au contraire un caractère spécifique du témoignage chrétien, dont Mgr Romero est l'exemple typique: en ce sens, l'action chrétienne n'est pas réductible à l'action politique et, inversement, l'action politique n'est pas le seul critère d'appréciation de l'action chrétienne.

Tel est, semble-t-il, le fond du débat traversant les milieux ecclésiaux et politiques d'Amérique latine. L'affaire Pelleccer en représente une fixation exemplaire.

Note DIAL

D 775- 1/11

CRITIQUE TEXTUELLE COMPARÉE
A PROPOS DU FIGARO-MAGAZINE DU 24/4/82

(Dans l'impossibilité de reproduire
ici le texte du Figaro-Magazine du
24 avril 1982, nous supposons ce
texte connu du lecteur)

1- Le titre du dossier

Avec appel de titre en couverture, le Figaro-Magazine du 24 avril 1982 publie un long texte intitulé: "Document: la confession d'un jésuite révolutionnaire" (pages 32 à 43). Et il annonce la publication, la semaine suivante, de la suite de ce dossier: la controverse.

On s'attend donc à trouver une déclaration, soit écrite, soit orale, à bien des points de vue exceptionnelle.

En fait, le lecteur attentif découvre une "synthèse" dont il est dit, en sous-titre, qu'elle résulte "de la confession publique du Père Pellecer, et de précisions données lors de diverses interviews".

A l'appui de cette présentation, un premier encadré annonce que le responsable du "dossier" sur le jésuite guatémaltèque a eu plusieurs entretiens avec le Père Pellecer. Un deuxième encadré fait état, sous la signature du Père Pellecer et à la date du 17 mars 1982, d'une "lettre aux lecteurs du Figaro-Magazine" (ainsi que l'annonce le 1er encadré), dans laquelle on lit: "Tout ce qui est exprimé ici, pour le Figaro-Magazine, est strictement authentique".

Toutes les précautions sont donc prises:

- 1) pour faire croire au lecteur non averti qu'il est en présence d'un document exceptionnel rédigé (ou raconté) par un jésuite révolutionnaire converti. C'est le cas du texte de la conférence de presse du 30 septembre 1981, tel qu'il a été publié en novembre de la même année. Ce n'est pas le cas du texte du Figaro-Magazine du 24 avril 1982, ainsi qu'on pourra le vérifier;
- 2) pour répondre aux critiques éventuelles d'un lecteur avisé. L'auteur du dossier Pellecer du Figaro-Magazine a en effet pris soin de préciser qu'il s'agit d'une "synthèse" ("dossier établi par Jacques Bonomo, avec la collaboration de Karine Ciupa"), c'est-à-dire de déclarations originales de Pellecer augmentées de "précisions données lors de diverses interviews". On verra plus loin ce qu'il faut penser de ces "diverses interviews".

On peut donc, en première conclusion, affirmer que le texte intitulé "La confession d'un jésuite révolutionnaire" n'est pas, stricto sensu, du Père Pellecer, mais qu'il est simplement avalisé par ce dernier.

2- Le manque d'actualité

Dans le texte publié par le Figaro-Magazine, il n'y a rien de nouveau par rapport aux longues déclarations du Père Pellecer de septembre 1981.

Le lecteur attentif est étonné de l'absence de toute interview récente de Luis Pellecer. Pas même une description de la personne ou des lieux, qui donnerait au texte du 24 avril 1982 un caractère de reportage ou, au moins, d'actualité. On ne trouve nulle part, en dehors de la "lettre aux lecteurs du Figaro-Magazine", une quelconque annonce d'une déclaration recueillie

par l'auteur du "dossier". Tout se passe comme si le "scoop" journalistique, pour une affaire vieille de près de huit mois, était parfaitement intemporel.

Pourquoi cette absence d'actualisation?

- Est-ce à cause du changement de contexte politique, suite au coup d'Etat du 23 mars 1982 (la lettre d'authentification du P. Pellecer au Figaro-Magazine étant datée du 17 mars)?
- Est-ce parce que le contenu des "entretiens" entre le journaliste du Figaro-Magazine et le Père Pellecer était vide et sans signification particulière?
- Est-ce que l'auteur du dossier aurait obtenu par ailleurs (et par qui?) davantage de détails et de précisions sur cette affaire, ce qui l'aurait dispensé de les demander à Luis Pellecer?

Nous reviendrons sur ce dernier point.

La réponse la plus sûre, en tout cas, sur le style de la rencontre entre les deux hommes est donnée par la photo du journaliste et du prêtre, en page 33. Elle est prise, nous explique-t-on, "dans le jardin". Mais de quel jardin s'agit-il? Peut-être celui d'une caserne, au vu de l'affiche de propagande militaire collée au mur avec du scotch? Photo significative d'un type de rencontre: L'"Armée de Guatemala" préside les échanges entre les deux hommes.

3- A propos de deux photos

1) La photo du Père Pellecer en train d'écrire

Sous le titre "Pellecer persiste et signe", le Figaro-Magazine publie une photo du jésuite en train d'écrire (page 33).

On note sur sa table de travail l'existence d'une revue. Il s'agit du n° du Figaro-Magazine du 13 mars 1982, posé là, sans doute, pour servir de garantie à toutes fins utiles, en particulier pour montrer que le journaliste français venait d'arriver chez le Père Pellecer avec ce dernier numéro paru de la revue.

La lettre d'authentification du texte du Figaro-Magazine du 24 avril 1982 est datée par Luis Pellecer lui-même du 17 mars 1982.

Rapprochons ces deux dates (13-17 mars et 24 avril) et posons le fait que Pellecer a réellement pris connaissance du texte qui allait être publié par la revue française cinq semaines plus tard. (Sinon, il faudrait penser qu'on a fait signer au Père Pellecer un chèque en blanc.)

De deux choses l'une:

- Ou il s'agit d'un texte en français, celui publié à Paris. Cela suppose que Luis Pellecer sache lire le français et que le journaliste, sachant l'espagnol, ait fait sa traduction au Guatemala même. Mais si le journaliste est effectivement arrivé à Guatemala-Ville avec le numéro du Figaro-Magazine du 13 mars 1982 dans son porte-document, comment a-t-il pu avoir le temps de travailler aussi rapidement un "dossier" fait d'une "confession publique" volumineuse et de "diverses interviews" au moins aussi importantes? A moins que ce voyage de mars ne soit un deuxième voyage du journaliste...

- Ou il s'agit d'un texte en espagnol, directement lisible par Luis Pellecer et exactement semblable au texte du Figaro-Magazine. En ce cas, cette "synthèse", dont le sous-titre du Figaro-Magazine donne à penser de façon équivoque qu'elle a été rédigée par l'auteur du "dossier", aurait donc été écrite en espagnol, chose plutôt inhabituelle dans la pratique journalistique d'un français.

Si le Père Pellecer a réellement pris connaissance du texte publié par le Figaro-Magazine du 24 avril 1982 - et il semble difficile de mettre en doute la parole du Père Pellecer sur ce point - et s'il l'a fait en espagnol, il faudrait en conclure que la "synthèse" du Figaro-Magazine a été élaborée et rédigée au Guatemala. Une question reste posée: par qui?

2- La photo du journaliste et du cardinal Casariego

Pour mesurer la signification de l'accueil fait au journaliste du Figaro-Magazine par le cardinal de Guatemala-Ville, il suffit de rappeler ce qui est dit de celui-ci dans deux rapports de mission d'enquête des milieux chrétiens:

1) Mission du Conseil national des Eglises des Etats-Unis (mai 1981):

"Par l'intermédiaire du ministre des relations extérieures, nous avons pu obtenir une audience du cardinal Mario Casariego, de l'Eglise catholique romaine, lequel nous a chaleureusement accueillis. Durant la conversation, nous avons rapidement compris pourquoi les relations sont si étroites entre le cardinal et le gouvernement militaire. Alors que nous sortions de son bureau, il nous a présenté ses visites suivantes: un colonel de l'armée guatémaltèque et un assistant du sénateur nord-américain Jesse Helms."

2) Mission de Pax Christi International (juin 1981)

"6. Le cardinal et le régime militaire - Dans ce contexte, ce qui impressionne, c'est l'attitude pro-gouvernementale du cardinal-archevêque de la capitale, le cardinal Casariego, en qui peu de monde, même dans l'Eglise modérée, a confiance. Les autres évêques ne l'ont même pas choisi comme président.

"A plusieurs reprises, les évêques ont rédigé des lettres pastorales communes, mais sans la participation du cardinal Casariego. Comment démontrer plus clairement que nous avons affaire, au Guatemala, à deux Eglises officielles. (...)

"L'attitude du cardinal Casariego est d'autant plus regrettable que sa présence et celle des évêques qui lui sont proches empêche une défense unitaire des pauvres de la part de l'Eglise hiérarchique et paralyse la voix de la hiérarchie au moment où des événements tels que des massacres du peuple, des enlèvements et des assassinats de prêtres, de religieux, de catéchistes, de communautés entières, réclament une prise de position solennelle, vigoureuse et encourageante."

4- Le contenu du dossier

Si l'on compare le texte publié par le Figaro-Magazine du 24 avril 1982 et attribué au Père Pellecer, avec celui publié par DIAL les 19 et 26 novembre 1981, à partir de l'enregistrement intégral de la conférence de presse du Père Pellecer du 30 septembre 1981, une première évidence s'impose quant à la longueur et à la teneur.

Le texte du Figaro-Magazine est environ 20% plus court que celui de la totalité de la conférence de presse de 1981 (c'est-à-dire l'exposé liminaire de Luis Pellecer, suivi de ses réponses aux journalistes). Par ailleurs, la moitié du texte publié par le Figaro-Magazine est une reprise de la

presque totalité - à hauteur de 90% - de l'exposé de Luis Pellecer le 30 septembre 1981 (en excluant la seconde partie de la conférence de presse, consacrée au dialogue avec les journalistes). L'autre moitié est un ajout. Cela signifie que cette deuxième moitié vient de "diverses interviews", pour reprendre le sous-titre du dossier du 24 avril 1982.

Il y a deux types d'ajouts textuels: ceux qui prennent la forme d'incises, pour souligner la finalité d'un mouvement ou le rôle des jésuites, et ceux qui sont des passages entiers de texte intégrés à l'ensemble. Le lecteur trouvera à la fin de cette étude une présentation comparée de quelques textes, à titre d'exemple.

Les ajouts principaux s'ordonnent selon des axes parfaitement repérables:

- l'historique de la mutation de l'Eglise catholique à partir de Vatican II et, pour l'Amérique latine, de Medellin;
- la situation du Nicaragua, avec l'affaire des prêtres au gouvernement et l'importance de l'Association des travailleurs de la terre;
- le souci de donner des détails sur l'organisation des milieux de l'opposition armée au Guatemala, ainsi que sur les noms des intellectuels qui la soutiennent;
- la mise en cause de réseaux de fausse information sur le Guatemala à destination de l'opinion internationale, par le biais de catholiques du Mexique ou des Etats-Unis;
- le rôle stratégique et tactique de la Compagnie de Jésus dans la subversion centro-américaine;
- et enfin, la mise en accusation des organisations catholiques internationales d'aide aux pays sous-développés;

On peut, sans crainte de se tromper, en conclure que ces ajouts textuels constituent les lignes maîtresses d'une critique systématique des milieux latino-américains d'Eglise soucieux de définir et d'appliquer une stratégie pastorale conforme aux résolutions de Medellin et de Puebla.

5- Les cas flagrants d'erreurs ou de confusions

L'examen approfondi du texte du Figaro-Magazine du 24 avril 1982 fait apparaître un certain nombre d'erreurs manifestes ou de confusions gênantes. Nous n'en retenons que quelques-unes, à titre d'exemple.

C'est ainsi que l'auteur du dossier ignore que l'assemblée de Puebla n'a pas eu lieu en 1980, mais en 1979, reprenant en cela l'erreur de Luis Pellecer lui-même (mais vient-elle originellement de ce dernier?).

Il confond également, toujours à la suite de Pellecer, l'assemblée épiscopale de Puebla avec la 32e congrégation générale de la Compagnie de Jésus, ce qui suppose une double erreur: quant à la date, puisque cette congrégation générale a eu lieu de décembre 1974 à mars 1975 (et non en 1979); quant au contenu, puisque le décret n° 4 de la congrégation jésuite porte sur "la promotion de la justice" et que l'assemblée de Puebla définit "le choix prioritaire des pauvres".

L'auteur du dossier ne semble pas faire de distinctions entre les différentes structures des évêchés latino-américains. Il faut reconnaître que, pour un non-initié, il est difficile de s'y retrouver entre le Conseil épiscopal latino-américain (CELAM), la Conférence (ou assemblée) générale de l'évêché latino-américain et les différentes conférences épiscopales nationales.

Au titre de la traduction, on peut s'étonner que "Coordinadora de Pobladores" devienne "Organisation pour la coordination des transplantés"; "un Jesús sangriento", "un Jésus assoiffé de sang"; ou "Cursillos de Cristiandad", "Petits cours de christianisme".

En ce qui concerne les erreurs manifestes, il serait fastidieux de les relever toutes. Nous en soulignons quelques-unes, à titre d'exemple. Ainsi, Mgr. Mendez Arceo, du Mexique, n'a jamais été le directeur du CIDOC; José Alvarez Icasa (et non "y Casa", comme l'écrit l'auteur du dossier) n'a pas grand chose à voir avec les "Cours de chrétienté"; le jésuite nord-américain Simon Smith n'a jamais appartenu au "Center of concern" qui, d'ailleurs, n'est pas à Boston mais à Washington; l'organisme caritatif "Développement et Paix" n'est pas français mais canadien. Etc.

Autre erreur significative (volontaire?), à propos des prêtres au gouvernement nicaraguayen: au lieu de parler du quatrième de ces prêtres, le Père Edgar Parrales, ministre du bien-être social, l'auteur du dossier cite un jésuite américain (est-ce parce qu'il est jésuite?) travaillant au Nicaragua pour le compte de la FAO auprès de l'Institut national de la réforme agraire. Au Guatemala, le prêtre guérillero Mc Kennan n'est pas jésuite, mais prêtre du diocèse du Quiché.

Dans ce chapitre des erreurs, on peut aussi ranger la date de l'enlèvement du Père Pellecer (ou "auto-enlèvement", selon la terminologie de ce dernier): l'événement n'a pas eu lieu le 8, mais le 9 juin 1981.

Etrange erreur, surtout, que celle de la page 42, sous l'intertitre "Les jésuites", du Figaro-Magazine du 24 avril 1982: on attribue au Père Pellecer un passage qui est, en réalité, l'énoncé d'une question posée par un journaliste guatémaltèque, M. Julio César Hernández, lors de la fameuse conférence de presse du 30 septembre 1981. Ce sont les quelques lignes sur l'historique de l'expulsion des jésuites du Mexique et du Guatemala aux 18e et 19e siècles.

Ce détail en dit long sur la manipulation dont a fait l'objet de texte original de la conférence de presse du 30 septembre 1981. D'ailleurs, dès le début de la "confession" du Père Pellecer, telle qu'elle est publiée par le Figaro-Magazine, on remarque un développement sur "l'histoire récente de l'Eglise". Il s'agit là, à l'évidence, d'un ajout textuel qui permet une fois de plus de poser la question: qui a écrit le texte publié par le Figaro-Magazine du 24 avril 1982 sous le titre: "La confession d'un jésuite révolutionnaire"?

Le lecteur soucieux de vérifications trouvera, en annexe, la mention (en cas de texte long) ou la littéralité des ajouts textuels, tels qu'ils ressortent d'une comparaison entre les termes de la conférence de presse du Père Pellecer du 30 septembre 1981, et la "confession" du même Pellecer reproduite dans le "dossier" du Figaro-Magazine du 24 avril 1982.

Charles ANTOINE
le 28 avril 1982

Annexe 1: DIFFÉRENCES TEXTUELLES ENTRE LE DOCUMENT DU 24 AVRIL 1982
ET LE DOCUMENT DU 30 SEPTEMBRE 1981

1er exemple comparatif

(texte du 30/9/81)

Il y a un moment, avant d'être avec vous, j'ai eu l'occasion d'être également avec les évêques, que je ne peux pas apercevoir d'ici à cause de la lumière. A eux aussi j'ai demandé, j'ai, pour ainsi dire, réclamé une chose avec un sentiment profond: que l'Eglise chrétienne se présente unie; qu'elle travaille dans une seule direction pastorale, qu'elle soit, pour ainsi dire, l'avant-garde de cette foi traditionnelle et éternelle qui ne peut disparaître devant aucun type de mouvement révolutionnaire; qu'on remarque qu'au Guatemala il y a une Eglise chrétienne; qu'on sache où sont les têtes et comment cette tête irradie la vie dans tout le corps. Pour qu'il n'y ait jamais plus d'organisations para-ecclésiastiques ou parallèles à la vie de l'Eglise; pour qu'il n'y ait jamais plus "Justice et paix", ni "Chrétiens révolutionnaires Vincente Menchú", qui essaient d'apporter des réponses partielles; ils donnent normalement des réponses simplistes, lesquelles sont récupérées par les organisations révolutionnaires avides de manipulation des masses.

(Réf.: DIAL D 743, page 13)

(texte du 24/4/82)

Avant de commencer ce récit, j'ai rencontré un groupe d'évêques, presque tous opposés au principe de ma confession. Avec toute ma profonde conviction, je leur ai demandé, j'ai exigé même, quelque chose de fondamental, que les Eglises chrétiennes présentent un front sans faille; que leur travail en milieu paysan s'attache uniquement à maintenir la foi traditionnelle, seule capable d'endiguer les idéologies révolutionnaires. Une fois pour toutes, il doit être affirmé qu'une Eglise catholique existe au Guatemala, que cette Eglise n'a qu'une tête, et que seule cette tête régit la vie du corps tout entier.

Il faut aussi éliminer toute implantation d'autres organisations para-ecclésiastiques. Il ne faut plus de "Coordination des transplantés", plus de "Justice et Paix", ou de "Révolutionnaires chrétiens" comme ceux qu'anime Vincente Menchu. Il ne faut plus de ces gens qui prétendent résoudre les problèmes de notre peuple de façon partielle et partielle, et dont les solutions simplistes sont récupérées et dévoyées par les organisations révolutionnaires.

(Réf.: Figaro-Magazine du 24/4/82, page 42, 2e et 3e §)

2e exemple comparatif

(texte du 30/9/81)

(Question du journaliste Julio César Hernández:) Pour finir, je voudrais demander au Père Pellecer ceci: au long de l'histoire, la congrégation jésuite a été expulsée de divers pays en Amérique latine. Par exemple le Père (... inaudible) le Président (... inaudible - bredouillage) au Mexique les a expulsés. Le Guatemala, avant la colonie en 1777; et en 1871, la révolution libérale de Garcia Granados et Justo Rufino Barrios. Pensez-vous qu'il serait bon et bien vu du peuple que le gouvernement actuel expulse la congrégation jésuite du Guatemala?

(Suit une deuxième question)

(Réponse de L. Pellecer:) J'espère ne pas t'ennuyer en te répétant... en te demandant de répéter les questions du fait la fatigue. Le fait que la Compagnie de Jésus ait été expulsée en plusieurs occasions et en différents pays, d'une part cela a correspondu à diverses circonstances et, d'autre part, la Compagnie de Jésus - comme je le disais en commençant - les a comptabilisées au chapitre de son orgueil. C'est dire que notre travail a été tel qu'il est venu à mériter, en plusieurs occasions, l'expulsion de divers pays. De sorte que je pense que du point de vue de cet orgueil, on pourrait dire que ce ne serait pas le premier pays ni l'unique dont on les expulserait; et probablement, l'écho publicitaire qu'ils rechercheraient et qu'ils obtiendraient au plan international, je pense qu'il serait très grand. Si je faisais partie du gouvernement, en toute sincérité je ne procédera pas de cette manière, pour être conséquent avec tout ce que j'ai dit. Epuisons auparavant la voie du dialogue. Epuisons auparavant toutes les possibilités réelles pour la Compagnie de Jésus, avec tout l'ensemble de ses membres, d'être réellement capable de collaborer au bien-être du Guatemala; en les avertissant peut-être, en dernière instance, que s'ils n'agissaient dans ce sens, alors il serait procédé à une mesure de ce type. Mais je pense que, surtout au plan international, ce serait très préjudiciable pour le gouvernement, lequel est vraiment démocratique. A propos, tu as parlé de gouvernement, mais je n'ai pas compris ce que tu as dit.

(Réf.: DIAL D 744, pages 20 et 21)

(texte du 24/4/82)

("Confession" du Père Pellecer:)

La Société de Jésus s'est toujours enorgueillie des persécutions qu'elle subissait, car c'est justement à cause de leur travail d'éducation et d'évangélisation que les jésuites furent chassés à plusieurs reprises de certains pays. Le président Massenford les renvoya jadis du Mexique. Notre propre pays, le Guatemala, les expulsa deux fois: en 1767, pendant la période coloniale espagnole, et en 1871, pendant la révolution libérale de Garcia Granados et Justo Rufino Barrios.

Faut-il leur faire quitter le Guatemala? Je ne le pense pas, car ils tireraient probablement avantage, sur le plan international, de cette importante publicité. Je crois plutôt que le gouvernement ne doit pas se priver des capacités des jésuites. Mais pour cela, il devra user le plus possible du dialogue, et épuiser les possibilités d'entente, pour le bien de la nation. Ensuite seulement, il faudrait prévenir l'Ordre qu'une sanction radicale peut intervenir.

(Réf.: Figaro-Magazine du 24/4/82, pages 42 et 43, 4e et 5e §)

Annexe 2: LISTE DES AJOUTS TEXTUELS DANS LE DOCUMENT DU 24 AVRIL 1982
(Références ci-dessous: Figaro-Magazine du 24/4/82)

- P. 34, col. 1 et 2: long développement sur la situation du P. Pellecer et le contexte ecclésial, se terminant par cette phrase:
"La Société de Jésus d'Amérique centrale et de Panama essaya de radicaliser les évêques qui penchaient à gauche en poussant à ses extrêmes la "théologie de la libération"."
- p. 34, col. 3, § 3 "Tout était tacitement permis"
ajout également de la note 1 en bas de cette colonne.
- p. 34, col. 3, § 6 "endoctrinement de presque tous les jésuites".
- p. 34, col. 3, § 6: ajouté entre deux § de la confession:
"Et on nous enseignait qu'il était impossible d'expliquer l'injustice et la pauvreté sans recourir à une analyse socio-politique marxiste: il fallait montrer que l'injustice était due à l'existence des classes sociales".
- p. 34-35, col. 3 et col. 1: "Comme jésuites, nous étions parfaitement capables d'imprégner les esprits de la "théologie de la libération" et du marxisme-léninisme".
- p. 35, col. 1. § 2, "Jésus, assoiffé de sang".
- p. 35, col. 1, § 3, ces trois armes "ont contribué à éveiller et à former une conscience politique et à faire naître l'esprit de subversion".
- p. 35, col. 1, § 4 et 5: long développement sur les délégués de la Parole.
- p. 35, col 1, § 8: "C'est en leur donnant le goût de la concertation et de la réunion que nous avons consolidé une base populaire indispensable à l'action politique."
- p. 35, col 2: toute la colonne est ajoutée après le 1 §:
- sur les communautés de base et leurs idées;
- sur le collège jésuite de San Salvador;
- sur les quatre jésuites novices qui ont combattu dans la guérilla.
- p. 36, col. 2, § 1: "nous devons commencer par une action socio-politique pour précipiter la chute de Somoza".
- p. 36, col. 2, § 2: "en continuant notre action de "délégué de la parole de Dieu" pour unifier la classe paysanne..."
- p. 36, col. 2, § 3: "Pour nous, l'essentiel était comme au Salvador, de rallier les paysans à la "théologie de la libération", qui devait préparer l'avènement d'un gouvernement socialiste"...
Suivent plusieurs § sur l'action au Nicaragua, avec des noms.
- p. 36, col. 3, § 5: ajouté au milieu d'un §: "Ces jésuites propageaient leur doctrine de "théologie de la libération" et..."
- p. 36, col. 3, § 6: long § ajouté sur le Comité d'unité des paysans, qui diffuse la théologie de la libération. Conclusion: "Les jésuites contrôlaient donc en même temps deux instruments subversifs: le labourage socio-religieux et la structuration socio-politique".

- p. 37, col. 1, § 1: "Ce comité d'unité des paysans s'infiltrait sans difficulté dans les couches paysannes grâce à l'habileté dont il faisait preuve..."
- p. 37, col. 1, § 3 entièrement ajouté: "Cette organisation socio-religieuse se distingue par sa parfaite adaptation aux mentalités très particulières des populations paysannes du Guatemala. Les jésuites ont su se démarquer de l'Eglise traditionnelle trop hiérarchisée, trop solennelle, trop imposante et surtout trop lointaine."
- p. 37, col. 2, § 1: entièrement ajouté, sur la conscientisation des Indiens.
- p. 37, col 2, § 2: L'objectif des jésuites était aussi "de former une base qui servirait de fondations à une organisation politique révolutionnaire. (...) Vous connaissez les conséquences pour notre pays. Les régions travaillées par cette subversion sont maintenant devenues les bastions opérationnels de la guérilla."
- p. 37, col. 2, § 3: § ajouté sur la situation géographique du Guatemala.
- p. 37, col. 2, § 5 - "Ce centre (le CIAS) est un organisme progressiste qui regroupe les jésuites les plus activistes";
 - et à la fin du §: "Deux d'entre eux (des jésuites) avaient fait des études universitaires, et reçu une formation particulière comme pénétrateurs des masses populaires. L'élite locale de la Société de Jésus avait pour pivot ces deux hommes".
 Suivent deux § sur ces jésuites du centre avec des noms.
- p. 38, col. 2, § 2 et 3: sur le travail social et la diffusion de la théologie de la libération.
- p. 38, col. 2, après le § 4: un développement sur les organisations révolutionnaires du Guatemala.
- p. 38, col. 3, § 3 et 4, ajoutés au milieu de la confession:
 - "D'autre part, j'étais de plus en plus séduit intellectuellement par la mise en pratique de cette "théologie de la libération" à travers le système marxiste."
 - "J'avais appris par ailleurs que plusieurs jésuites de ma connaissance, qui travaillaient avec moi, appartenaient à l'AGP".
- p. 39, col. 1 et 2: 6 paragraphes ajoutés sur les organismes internationaux, d'Amérique du Nord et du Sud, comme relais de la propagande.
- p. 39, col. 2: 3 paragraphes ajoutés sur les réorganisations de l'AGP.
- p. 39, col. 2, à la fin: ajout d'un paragraphe sur Cuba.
- p. 40, col. 1 et 2: plus de 40 lignes sur les institutions chrétiennes à vocation sociale et charitable (aucun organisme français n'est mentionné. Développement et Paix, en effet, n'est pas de Paris, mais du Canada).
- p. 40, col. 2: 30 lignes sur l'action de la Compagnie de Jésus... "pervertir les esprits avec la "théologie de la libération"."
- p. 40, col. 2, § 7: où est donné le chiffre de 20 ou 30 religieux dans l'Armée de guérilla des pauvres.
- p. 40, col. 3: au milieu d'un § où sont donnés des noms de jésuites:
"Compte tenu de ceux qui combattent au Salvador, cela doit faire au moins une huitaine de jésuites guérilleros, dont certains ont des responsabilités de "comandante". Actuellement je sais que trois jésuites luttent en armes dans les montagnes du Guatemala."

- p. 40, col. 3, § 2: "A la commission de la propagande, nous étions quatre, il y avait Enrique Corral Alonso, ancien jésuite et moi-même, en plus de deux laïcs, Carlos Duarte et Victor de León."
- p. 40, col. 3; suivent plusieurs lignes sur le rapport aux supérieurs de la Compagnie, le rôle des jésuites dans la guérilla, et la demande de Pellecer de quitter la Compagnie, (ce qui recoupe certains passages de l'interview de Pellecer).
- p. 41, col. 2: deux paragraphes sur la véracité de cette confession et sur les enseignements qu'il faut tirer de son expérience.
- p. 43: une longue note est ajoutée à partir de l'article du Monde du 23 février 1982 de A. Woodrow.
- p. 43, col. 1, § 2: entièrement ajouté:
"Il existe cependant un moyen immédiat pour les empêcher de propager leur doctrine: c'est de contrôler les gens qu'ils font entrer dans notre pays. Car sur les quarante-deux jésuites présents au Guatemala, la plupart sont espagnols, donc étrangers. Pendant les six derniers mois, nous n'étions que trois guatemaltèques à la Société".
- ajout en note d'une déclaration du gouvernement du Guatemala sur les prêtres étrangers.

Abonnement annuel: France 240 F - Etranger 285 F - Avion 350 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441